



Rapport de résultats 2019

Programma ENTREPrena

Intervention Entreprenariat Féminin
République de Guinée



Table des matières

1	ACRONYMES.....	4
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	5
2.1	FICHE D'INTERVENTION.....	5
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
2.2.1	<i>Pertinence.....</i>	7
2.2.2	<i>Efficacité.....</i>	7
2.2.3	<i>Efficiéce.....</i>	8
2.2.4	<i>Durabilité potentielle</i>	8
2.2.5	<i>Conclusions</i>	8
3	SUIVI DES RESULTATS	10
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	10
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel.....</i>	10
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	10
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	12
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	12
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	12
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	13
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	13
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	13
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
3.4	PERFORMANCE DE OUTPUT 2.....	15
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	15
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	15
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	17
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	17
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	17
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
3.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4	18
3.6.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	18
3.6.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	18
3.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
3.7	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5	19
3.7.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	19
3.7.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	19
3.7.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	19
4	SUIVI BUDGETAIRE	20
5	RISQUES ET PROBLEMES.....	21
6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	23
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	23
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS.....	25
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES.....	25

7	THEMES TRANSVERSAUX.....	26
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	26
7.2	GENRE.....	26
7.3	DIGITALISATION.....	26
7.4	EMPLOI DECENTS.....	26
8	LEÇONS APPRISES	27
8.1	LES DEFIS	27
9	PILOTAGE.....	27
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION	27
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	27
10	ANNEXES.....	28
10.1	CRITERES DE QUALITE	28
10.2	APERÇU DES MORE RESULTS.....	32
10.3	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	32
10.4	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	34

1 Acronymes

APIP	Agence de Promotion des Investissements Privés
ATN AUTO	Assistant (e) Technique National en Autonomisation
ATN FIN	Assistant Technique National Accès au Financement
CAPACITA	Programme de Formation et d'Etude et d'Expertise (PdFEE)
C-K-M	Conakry-Kindia-Mamou
ComPar	Comité Paritaire
CoPil	Comité de Pilotage
DTF	Document Technique et Financier
EA	Entreprenariat Agricole
EU	Entreprenariat Urbain
FEFA	Programme d'Appui à l'Entreprenariat Féminin et à l'Autonomisation des Femmes
FODIP	Fonds de Développement Industriel et des Petites et Moyennes Entreprises
IEA	Intervention Entreprenariat Agricole
IEF	Intervention Entreprenariat Féminin
IEU	Intervention Entreprenariat Urbain
IF/IMF	Institutions Financières/Institutions des Microfinances
IM	Intervention Manager
IMT	Institut de Médecine Tropical
MUFFA	Mutuelle Financière Des Femmes Africaines
M&E	Monitoring et évaluation
MPME	Micro-Petites et Moyennes Entreprises
NA	Non Applicable
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ODD	Objectifs de Développement Durable
OI	Objectif Intermédiaire
OS	Objectif Spécifique
PDSR	Promotion des Droits Sexuels et Reproductifs
PO	Planning Opérationnel
SADEN	Salon des Entrepreneurs
TdR	Termes de Références
VBG	Violences Basées Genre

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Développement de l'Entrepreneuriat Féminin sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou (DEF -CKM)
Code de l'intervention	GIN18003
Localisation	Conakry- Kindia-Mamou
Budget total	3.500.000 EUR
Institution partenaire	Ministère de la Coopération et de l'Intégration Africaine (Présidence CoPil) Ministères techniques sectoriels : <ul style="list-style-type: none"> • Ministère de l'action sociale de la promotion féminine et de l'enfance • Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MJEJ) L'intervention Entrepreneuriat Féminin est complémentaire aux interventions Entrepreneuriat Agricole (IEA) et Urbain (IEU). Les institutions partenaires de IEA et IEU sont de cette manière des partenaires indirects pour l'Entrepreneuriat Féminin
Date de début de la Convention spécifique	01/01/2019
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	21/10/2019 (prise de service IM)
Date prévue de fin d'exécution	30/06/2023
Date de fin de la Convention spécifique	31/12/2023
Groupes cibles	Femmes entrepreneures et aspirantes, Autorités locales, religieuses et structures d'encadrement en charge de l'autonomisation des femmes,
Impact¹	Contribuer à la création d'emploi décent et de qualité et à l'augmentation de revenus stables et durables des hommes et des femmes entrepreneurs sur l'axe C-K-M

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

Outcome	Stimuler de manière inclusive et durable une meilleure valorisation et une compétitivité accrue des activités économiques des femmes entrepreneures sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou
Outputs	Résultat 1 :L'ensemble des communautés et PP impliqués dans le développement entrepreneurial est sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles
	Résultat 2 : Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorisent l'auto-emploi
	Résultat 3 : Les femmes ont un accès amélioré aux instruments et services financiers adaptés intégrant de mesures incitatives à l'entrepreneuriat féminin
	Résultat 4 : Les femmes entrepreneures utilisent et développent des applications des NTIC comme catalyseurs de développement et leviers d'innovation et adoptent d'autres approches innovatrices dans leur activité économique
	Résultat 5 : L'environnement d'affaires plus propice répond aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneures et favorise l'égalité de droits et de chances
Année couverte par le rapport	2019

2.2 Auto-évaluation de la performance

2.2.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Depuis quelques années le gouvernement Guinéen à travers ses partenaires au développement et les structures d'appui (cabinets et incubateurs) multiplie les initiatives (MUFFA, APIP, SADEN) pour promouvoir l'entrepreneuriat en général et l'entrepreneuriat féminin en particulier.

Plusieurs programmes/projets (Femmes Sans Barrières, FEFA, Année de l'Entrepreneuriat Féminin...) sont en cours ou ont été exécutés en faveur des entrepreneures dans le pays.

Le cadre formel est donné par le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) pour la période 2016-2020. Ce plan, en cohérence avec "Guinée Vision 2040" s'aligne sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le Pilier 3 du PNDES a pour objectif « le développement du capital humain » visant à valoriser ce capital et à renforcer la lutte contre l'exclusion et les inégalités sociales. Il met en exergue l'intensification des investissements en faveur de l'éducation/formation, l'emploi productif et l'entrepreneuriat pour l'autonomisation des jeunes et des femmes/filles.

2.2.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	Phase de démarrage

Ce critère de qualité n'a pas été évalué. Bien que des réflexions sur la mise en œuvre du volet Entrepreneuriat Féminin ont été menées depuis le début de l'année – le volet Entrepreneuriat agricole (démarrage février 2019) a intégré les indicateurs de l'entrepreneuriat féminin dans l'étude Baseline et le volet urbain (démarrage juin 2019) a intégré des questions spécifiques par rapport aux entrepreneures femmes dans les études d'approfondissement filières - la mise en œuvre n'a réellement commencé qu'avec la prise de service de l'IM au mois d'octobre. Les mois de novembre et décembre ont été consacrés à l'amélioration du cadrage de l'intervention avec les interventions Entrepreneuriat Agricole et Urbain, des échanges sur complémentarités et synergies avec les programmes She Decides (pour les détails, voir chapitres 6.1 et 6.2) et SANITA et INTEGRA, programmes exécutés pour l'EU. Ceci pour améliorer le focus de l'intervention EF. Des prises de contact ont été effectuées avec des partenaires potentiels pour mieux comprendre leur démarche, outils et méthodes et entrevoir des possibles collaborations. Une étude d'identification des obstacles à l'autonomisation des femmes a été lancée conjointement avec She Decides.

Les activités du terrain démarreront courant le 1^{er} semestre 2020.

2.2.3 Efficience

	Performance
Efficience	Phase de démarrage

Il est peu utile évaluer ce critère vu que l'IEF n'a pas engagé d'activités opérationnelles jusqu'à date (rédaction du rapport année 2019).

2.2.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	Phase de démarrage

Tout comme les autres critères qui n'ont pu être évalués du fait que l'intervention est en phase de démarrage celui-ci n'en fait pas exception. Il faudrait qu'on fasse au moins un an d'activités afin de mesurer la potentielle durabilité de celle-ci.

2.2.5 Conclusions

L'intervention Entrepreneuriat Féminin a effectivement démarré avec la prise de fonction de l'IM en octobre 2019. La période restante de l'année 2019 a été consacrée au cadrage des activités avec les interventions Entrepreneuriat Agricole et Entrepreneuriat Urbain vu que IEF s'aligne sur les filières/clusters ciblés par ces deux interventions. Un temps important a été consacré à l'analyse des complémentarités et des synergies avec les programmes She Decides, INTEGRA et SANITA (voir chapitres 6.1 et 6.2).

Les principaux éléments clés de l'année 2019 sont repris ci-dessous:

- Le recrutement, la formation (en outils et procédures Enabel) du personnel, la mise en place des équipes ;
- Recrutement de l'IM/IEF ;
- Elaboration des Termes de Référence et contractualisation du prestataire (IMT) pour l'Etude sur les obstacles à l'autonomisation des femmes;
- Mission du siège sur la Théorie du Changement des différentes interventions d'Enabel en Guinée ;
- Lancement du processus de recrutement de l'ATN de l'Autonomisation des femmes
- Compléter la saisie des données de l'intervention dans PILOT ;
- Identifications des synergies axes de collaboration entre les interventions EF, EA et EU du Programme Entrepreneuriat, le Programme She Decides, et les Programmes INTEGRA et SANITA, exécutés pour l'Union Européenne.

Intervention Manager Enabel²



Mamadou Oury Aïssatou Diallo

3 Suivi des résultats

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte général est marqué par des tensions politiques persistantes liées au projet de modification de la constitution et à l'organisation d'élections législatives en février 2020. Cela s'est traduit par des manifestations régulières de l'opposition politique et d'une partie de la société civile. De nombreuses victimes sont à déplorer. Ce nouveau contexte invite à plus de prudence dans les déplacements intra et inter urbains et nécessite par moment d'annuler des missions.

Au niveau économique, le taux d'inflation en 2019 (9,4% en septembre 2019) est du même ordre que celui de l'année 2018 (9,5%).

Le franc guinéen s'est déprécié par rapport à l'Euro : de 8500 à 9000 GNF pour 1 euro en fin 2018, la monnaie nationale s'échangeait en fin 2019 au taux de 1 Euro pour 11.000 GNF.

3.1.2 Contexte de gestion

La mise en œuvre de l'intervention est organisée en régie par Enabel : redevabilité financière de Enabel qui appliquera ses instruments et ses procédures et les modes de contractualisation conformément au cadre législatif et réglementaire belge.

Les décisions clés concernant les marchés publics, les conventions de subsides, les accords de coopération (opportunité, montant estimé, termes de référence, composition des comités d'évaluation des offres) sont concertées et prises conjointement par Enabel et les entités guinéennes désignées pour le pilotage opérationnel (comité technique- conf infra).

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Une lettre d'entente pour la gouvernance opérationnelle des interventions du programme de coopération Guinée-Belgique a été conclue entre le Ministère guinéen de la Coopération et de l'Intégration Africaine (MCIA) et la Représentante Résidente de Enabel. La lettre d'entente précise les principes autour desquels est basé le partenariat entre Enabel et la partie guinéenne : alignement des interventions aux politiques, plans stratégiques et réformes du gouvernement guinéen, dialogue continu, bonne communication, partage et capitalisation des acquis, des résultats et des bonnes pratiques, approche orientée vers des effets à long terme, intégrité et transparence, mobilisation de ressources ad hoc avec une posture de non substitution et de renforcement.

A côté du Comité de pilotage qui s'occupe des orientations stratégiques et des changements majeurs, la mise en œuvre du partenariat se fait à travers la mise en place des Comités techniques conjoints. L'intervention Entreprenariat Féminin participera aux Comités techniques des interventions Entreprenariat Agricole (EA) et Entreprenariat Urbain afin d'assurer les synergies. Les Comités techniques réunissent les acteurs guinéens au plus près de l'action de terrain et Enabel. Ils valident les planifications opérationnelles et financières, suivent l'état d'avancement des activités, participent à l'élaboration et au suivi des partenariats opérationnels, fournissent les informations à même de l'aider dans la préparation des décisions du Comité de pilotage.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Le règlement intérieur du Comité de pilotage et du comité technique est en cours d'élaboration.

Les réflexions sur les partenariats sont en cours aucun accord/contrat n'a encore été conclu.

3.2 Performance de l'Outcome



3.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : Stimuler de manière inclusive et durable une meilleure valorisation et une compétitivité accrue des activités économiques des femmes entrepreneuses sur l'axe C-K-M					
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Accroissement des revenus nets moyens des femmes bénéficiaires appuyés par l'intervention désagrégés par classes d'âge et par type d'entrepreneurs en % Basé sur ODD 2.3.2	0	NA	NA	0	50
Désagrégation de l'indicateur OS Nouvelles entreprises créées par des femmes pendant la durée de l'intervention désagrégés par classes d'âge et par type d'entreprises	6904	NA	NA	0	10795
Désagrégation de l'indicateur OS Taux de survie (enregistré ≥ 1an) des nouvelles entreprises formalisées pendant la durée de l'intervention désagrégés par sexe, urbain/rural et par type d'entreprise en %	0	NA	NA	0	75

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Les valeurs sont issues du document de portefeuille. Il est prévu de les adapter en fonction de la réalité de l'environnement dans lequel le projet sera mis en œuvre et des besoins. Des ateliers sur la Théorie de Changement du projet EF sont prévus courant février. Une étude commanditée par IEU sur les clusters et l'accélération des MPME (clusters retenus) potentielles bénéficiaires du programme Entreprenariat est en cours et celle-ci tiendra compte de l'aspect genre donc les besoins spécifiques des entrepreneuses et les données de base c'est-à-dire la cartographie des MPME des femmes sur l'axe d'intervention et selon le cluster d'activité.

Une autre étude est en préparation pour catégoriser les entrepreneuses agricoles (actives et aspirantes) et identifier leurs besoins spécifiques des entrepreneurs femmes en terme d'appui technique, accès au financement et besoins en infrastructures.

3.3 Performance de l'output 1



3.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : L'ensemble des communautés et parties prenantes impliquées dans le développement entrepreneurial est sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et fille.					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre d'individus qui ont suivi une formation ou un parcours de conscientisation sur l'autonomie économique des femmes, désagregés par sexe et type d'action	0	NA	NA	0	725
Nombre de personnes sensibilisées avec des actions de sensibilisation sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles	0	NA	NA	0	100.000

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ³	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁴	En sérieux retard ⁵
AO101 Sensibilisation des communautés et autres parties prenantes (contraintes, opportunités)			X	
AO10101 Organisation de sessions de sensibilisation, débats, réflexions, formation (des formateurs), conception outils (langue locale, digitalisés), communication vers le grand public			X	
AO10102 Consultance perlée en Autonomisation des femmes			X	
AO102 Renforcement des 'soft skills' (leadership, organisation, négociation)			X	
AO10201 Accompagnement/RC intensif des groupes de femmes leaders (ONG internationale/locale)			X	
AO103 Renforcement des capacités des organisations/associations de femmes (organisation, dialogue/négociation, services, mise en relation/réseau)			X	
AO10301 RC groupements/associations/unions Kindia, Mamou, Dalaba (ONG internat. /locale)			X	
AO10302 Diagnostic préalable et élaboration plan d'action			X	
AO10303 Organiser une étude de catégorisation des MPME (actives et aspirantes) et l'identification des besoins spécifiques des entrepreneures agricoles dans les filières cibles de l'EA			X	

⁴ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁵ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Comme indiqué précédemment, au cours de l'année 2019 il n'y a pas encore eu d'activités opérationnelles. Les mois de novembre et décembre, ont été consacrés au cadrage de l'intervention EF avec les autres interventions du Programme Entreprenariat, aux discussions sur l'identification des synergies notamment avec le Programme She Decides qui est étroitement lié au Résultat 1 de l'intervention EF. Ceci a permis l'élaboration d'un cahier de charges et la contractualisation d'un consultant (Institut Médicale Tropicale) pour clarifier davantage les obstacles à l'autonomisation économiques des femmes et leur atténuation et la manière dont l'IEA et She Decides peuvent travailler d'une manière complémentaire sur l'entrepreneuriat des femmes victimes des Violences Basé sur le Genre (VBG)

Dans l'ensemble nous constatons un retard en lien avec l'Output 1. Des mesures correctives seront prises pour rattraper le retard.

3.4 Performance de output 2



3.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorisent l'auto-emploi					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre d'entrepreneurs 'femmes' qui ont suivi un parcours de renforcement des compétences technico-économique, alphabétisation (certifié et non-certifié) + degré de satisfaction (pertinence, utilité, qualité. ;)	NA	NA	NA	0	1000
Nombre d'employées des MPME qui ont suivi un parcours de renforcement de capacités professionnelles + % qui évaluent la formation comme satisfaisante sur un nombre de critères (pertinence, qualité, utilité..)	NA	NA	NA	0	200

3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁶	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁷	En sérieux retard ⁸
A0201 Alphabétisation fonctionnelle orientée sur l'entrepreneuriat			X	
A020101 Formation des membres des organisations ciblées sur base des modules revus			X	
A0202 Renforcer l'accès de femmes et filles à l'éducation/formation (technico-économique, professionnelle)			X	
A020201 Formations techniques et professionnelles (courte durée)			X	
A020202 Formation sur la gestion de base d'une entreprise			X	
A020203 Formations en agro-alimentaire (plateforme Agri-Nutri/ CAPF)			X	
A0203 Renforcer l'accès des femmes/filles aux services d'appui et accompagnement des jeunes entreprises de femmes			X	
A020301 Accompagnement entreprises bénéficiaires			X	
A020302 Appui/conseil technique-commercial en agro-alimentaire (plateforme Agri-Nutri, CAPF)			X	
A0204 Renforcer/adapter l'offre de services de la part des incubateurs d'entreprises, d'autres structures spécialisées, OP de femmes			X	

⁷ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁸ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

A020401 Action appuyée à travers l'Entrepreneuriat Urbain (voir A0204)			X	
A020402 ATN – autonomisation économique de femmes			X	
A020403 Investissement ATN autonomisation économique de femmes : équipement bureau, laptop, matériel spécifique)		X		
A020404 Fonctionnement spécifique ATN autonomisation économique de femmes			X	

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Aucune activité du terrain en lien avec l'output 2 n'a pu être menée en 2019, elles commenceront début 2020.

3.5 Performance de l'output 3



3.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les femmes ont un accès amélioré aux instruments et services financiers adaptés intégrant de mesures incitatives à l'entrepreneuriat féminin					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre d'entrepreneurs/MPME de femmes qui ont accédé à la Facilité de financement désagrégé par guichet	0	NA	NA	0	1946

3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 9	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹⁰	En sérieux retard ¹¹
A0301 Développer l'éducation financière et faciliter accès au crédit pour les femmes			X	
A030101 Formations/animations sur base des outils/méthodes adaptés			X	
A0302 Développement associations informelles d'épargne/crédit gérées par des femmes			X	
A030201 Accompagnement émergence associations d'épargne/crédit			X	
A0303 Lignes spécifiques cf. initiatives féminines au sein des instruments financiers à un taux d'intérêt préférentiel/à subside direct			X	
A030301 Appui aux investissements structurants dans l'objectif d'améliorer l'environnement d'affaires			X	

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Comme les activités des autres résultats l'output 3 enregistre un retard. Toutefois l'IEF profitera du progrès fait sur le développement et la mise en place du dispositif de financement par l'IEA courant le 1^{er} trimestre 2020. Le dispositif à mettre en place par l'IEA, tiendra compte des spécificités des entrepreneurs femmes (guichet et modalités). Une même démarche en terme de dispositif de financement est prévue dans le cadre de la collaboration en EF et EU.

¹⁰ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹¹ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

3.6 Performance de l'output 4



3.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Les femmes entrepreneures utilisent et développent des applications des NTIC comme catalyseurs de développement et leviers d'innovation et adoptent d'autres approches innovatrices dans leur activité économique.					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
% d'entrepreneures/MPME de femmes utilisant des applications digitales (par type) dans le cadre de leurs activités économiques	0	NA	NA	0	50

3.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹²	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹³	En sérieux retard ¹⁴
A0401 Identification et développement des outils numériques disponibles			X	
A040101 Développement (ou traduction) des applications spécifiques pour les femmes			X	
A0402 Stimuler l'accès des femmes entrepreneurs à l'information économique à travers des applications digitales (open data)			X	
A040201 Mise à disposition des tablettes et apprentissage de leur utilisation (NB : formations NTIC : voir PdFEE)			X	
A0403 Stimuler l'incubation numérique (cf. nouvelles exigences du marché)			X	
A040301 Etude des opportunités et possibilités d'applications digitales (ensemble autres interventions)			X	
A040302 Accès aux nouvelles applications et mise en réseau			X	

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Phase de démarrage donc aucune action concrète sur le terrain, l'élément pertinent à retenir est que l'ensemble des activités de ce Résultat4 seront réalisés conjointement avec les autres interventions du programme Entreprenariat.

¹³ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁴ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

3.7 Performance de l'output 5



3.7.1 Progrès des indicateurs

Output 5 : L'environnement d'affaires plus propice répond aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneuses et favorise l'égalité de droits et de chances.					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Evolution de la satisfaction des entrepreneuses femmes de l'environnement d'affaires en %	0	NA	NA	0	60

3.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹⁵	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹⁶	En sérieux retard ¹⁷
A0501 Appuyer des investissements structurants relatifs aux intérêts féminins			X	
A050101 Appui à la réalisation des plateformes multifonctionnelles, foyers améliorés, marchés, investissements énergie solaire (voir aussi mécanismes EA et EU)			X	
A050102 ATN - Infrastructure partagé - Pilier 1			X	
A0502 Mettre les intérêts féminins sur l'agenda politique			X	
A050201 Identification participative (leaders organisations) des thèmes de plaidoyer			X	
A0503 Appui au renforcement + respect du cadre légal/régulateur			X	
A050301 Formation ONG/organisations de femmes. en plaidoyer			X	
A050302 Organisation de plaidoyer au niveau national/local			X	

3.7.3 Analyse des progrès réalisés

Aucune activité du terrain en lien avec l'Output 5 a été menée pour l'instant.

¹⁶ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁷ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

4 Suivi budgétaire

	Budget	Dépenses	Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Année couverte par le rapport (2019)		
Total	3.500.000	31.129	3.468.871	0,9%
Output 1	500.000	819	499.181	0,2%
Output 2	703.444	450	702.994	0,1%
Output 3	600.000	0	600.000	0,0%
Output 4	400.000	0	400.000	0,0%
Output 5	643.999	0	643.999	0,0%
Reserve				
Moyens Généraux	652.557	29.861	622.696	4,6%

Le taux de déboursement global est de 0,9%.

Pour les activités, le taux d'exécution budgétaire est 0,04%.

En 2019, l'intervention était dans sa phase d'installation et cette période est le moment de faire les investissements nécessaires au bon fonctionnement du bureau et aussi de constituer l'équipe. Le montant élevé des dépenses moyens généraux par rapport aux activités s'explique par cette situation.

5 Risques et problèmes

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Des pesanteurs socio-culturels persistent (attentisme, culture de don peu responsabilisant, mécanismes de solidarité familiale, résistance persistante à l'adaptation du cadre législatif en faveur de l'entrepreneuriat féminin et sa véritable application dans la pratique, etc.) réduisant sensiblement l'ambition entrepreneurial et les possibilités d'émancipation économique des femmes	Mai 2018 (lors de formulation)	OPS	Haute	Haute	Haute
La création et la formalisation des entreprises sont entravées par un cadre fiscal officiel contraignant	Mai 2018	OPS	Moyenne	Moyenne	Moyenne

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Opérationnalisation d'un dispositif de sensibilisation/conscientisation (sur mesure et sur base d'une bonne analyse socio anthropologique)	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	31/12/2020	TdR d'étude sur les obstacles à l'autonomisation des femmes est déjà élaboré et le processus de sélection est en cours.	En cours

Stimulation et renforcement du dialogue entre les porteurs d'obligations et les détenteurs des droits (en impliquant également les autorités publiques, coutumières et religieuses)	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023	Les stratégies de mise en œuvre des activités du Résultat 1 seront consignées dans les recommandations issues de l'étude d'autonomisation en cours.	En cours
Stimuler des initiatives mutuelles et concertées de plaidoyer et un dialogue politique fondamental	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	31/12/2022		En cours
Assurance de la participation active des bénéficiaires à tous les niveaux approche systématique de responsabilisation et d'accompagnement	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023		En cours
Miser premièrement sur la professionnalisation des entreprises informelles pour stimuler l'(auto)emploi	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023		En cours
Appui à l'organisation des structures représentatives (fédérations, associations...) et à la concertation au sein du secteur privé afin de leur permettre de peser sur le climat et l'environnement des affaires	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	31/12/2021		En cours
Renforcer le dialogue public-privé aux niveaux national et local	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023		En cours

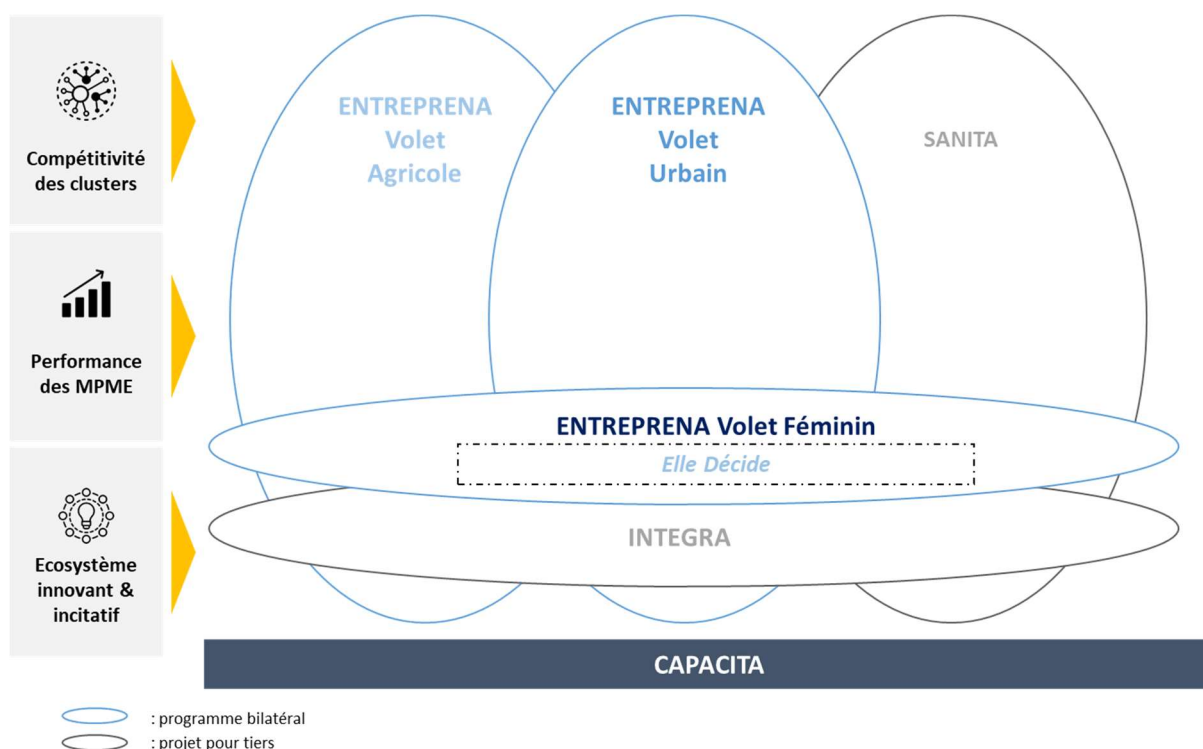
⋮

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Compte tenu du caractère transversal et complémentaire de l'IEF, des discussions ont été entamées avec les interventions EA et EU et le programme She Decides afin d'identifier de façon claire tous les axes de synergies possibles. Dans les échanges il a été convenu que l'IEF s'aligne sur les filières/clusters ciblés par les deux autres interventions du programme ENTREPRENA afin d'éviter l'éparpillement et de faciliter l'utilisation judicieuse des ressources. L'IEF visera ainsi les besoins spécifiques des femmes entrepreneurs (actives et aspirantes).

De manière schématique les interventions du portefeuille Enabel en Guinée se présente comme suit :



La recherche de synergies avec les autres interventions du portefeuille a constitué un axe de travail important pour le portefeuille Guinée au cours de la première année d'activités. Une mission backstopping en appui au démarrage de l'intervention Entrepreneuriat Urbain au mois de juillet visait un décloisonnement et empêchait une co-construction entre les volets agricole, urbain et féminin.

Pour favoriser activement la construction un processus de réflexion et de recadrage entre les volets Entrepreneuriat Agricole et Urbain a été organisé entre le mois d'août et octobre identifiant les synergies et complémentarités et clarifiant les modalités de mise en œuvre pour le volet Entrepreneuriat féminin. Il a été retenu que cette intervention à vocation transversale va être opérationnalisée en complémentarité étroite aux interventions Entrepreneuriat agricole et urbain.

Les réflexions menées par rapport aux synergies et complémentarités ont ensuite été étendues aux autres interventions comme le programme She Decides et les programmes INTEGRA et SANITA exécuté pour l'Union Européenne.

Le processus de réflexion s'est terminé en mois de décembre par un atelier, facilité par une équipe d'Enabel siège et le cabinet *Management for Development* (MDF) visant à compléter et de valider

la théorie du changement générique en la confrontant à la réalité des interventions en Guinée. Lors de cet atelier les principales synergies entre les interventions du Programme ENTREPRENA et les Programmes exécutés pour tiers (INTEGRA et SANITA) ont été confirmés

De façon concrète, les synergies de l'intervention Entrepreneuriat féminin avec les deux autres interventions sont envisagées de la façon suivante :

- i) Les femmes entrepreneures appuyées par l'Entrepreneuriat féminin seront en priorités issues des filières ananas, mangue et pommes de terre de l'intervention Entrepreneuriat agricole, respectivement des clusters prioritaires Hospitalité Tourisme, Ville Durable et Digital de l'intervention Entrepreneuriat Urbain. Dans cette logique les MPME des femmes évoluant en aval des chaînes de valeur des filières agricoles bénéficieront d'une attention particulière de l'Entrepreneuriat agricole, pendant qu' au sein du cluster Hospitalité & Tourisme de l'Entrepreneuriat urbain mettra l'accent sur la promotion du contenu local : A titre d'exemple, le réseau Consommons Guinéen qui a été identifié comme un partenaire potentiel sur les sujets de promotion du contenu local compte de nombreux produits transformés issus des filières mangue et ananas.
- ii) La dimension genre est intégrée à toutes les activités de l'Entrepreneuriat agricole et urbain, avec notamment la prise en compte d'objectifs spécifiques sur le nombre de femmes entrepreneures accompagnées
- iii) Dans la mesure du possible les activités d'appui aux entrepreneurs / entreprises sont élaborées et mises en œuvre conjointement avec l'équipe Entrepreneuriat féminin, l'équipe de l'Entrepreneuriat féminin visant spécifiquement les besoins des entrepreneures femmes
- iv) Enfin, une autre synergie est envisagée dans le cadre de la mise en place d'un hub entrepreneurial à Kindia. Il s'agit de réfléchir de façon concertée au niveau des trois interventions aux besoins des entrepreneurs de la zone de Kindia et d'appuyer la mise en place d'un hub offrant une palette de services prenant en compte des besoins génériques d'accompagnement mais également les besoins spécifiques des entrepreneures femmes.

Les réflexions sur les synergies et complémentarité avec le programme She Decides ont abouti à une répartition du travail et une collaboration dans le sens que She Decides s'occupera de la sensibilisation des communautés (à l'importance de l'autonomisation des femmes) pendant ce temps l'Entrepreneuriat féminin accompagnera des femmes bénéficiaires d'un appui de She Decides, montrant un potentiel d'entrepreneur.

Afin de devenir concrètes en termes des axes de synergies identifiées il a été décidé de lancer en commun accord entre Entrepreneuriat féminin et She Decides une étude sur les obstacles qui se posent à l'autonomisation économique des femmes. Cette étude doit permettre de:

- Réaliser un état des lieux, avec une analyse des données et référentiels existants ;
- Identifier les organisations performantes et les stratégies dans les thématiques indiquées en intégrant les thèmes transversaux ;
- Identifier des thèmes de plaidoyer (institutionnel) sur l'autonomisation socio-économique des femmes ;
- Assurer le suivi des actions mise en œuvre dans le cadre de l'intervention

- Accompagner les recherches actions avec un focus sur les innovations développées sur les thèmes prioritaires ;
- Capitaliser les expériences avec un focus sur les thèmes prioritaires et l'articulation entre l'intervention « Elle Décide » et entrepreneuriat féminin.

6.2 Avec les projets pour tiers

Avec la mission de *Management for Development Foundation* (MDF) en début décembre 2019 sur la Théorie de Changement et les indicateurs pour toutes les interventions d'Enabel (bilatéral et tiers) en Guinée, des axes de synergies génériques furent identifiés dont entre autres :

- Collecte et gestion de déchets avec SANITA;
- Insertion économique des jeunes d'INTEGRA ;
- Des discussions plus détaillées et pratiques sont prévues en ce début d'année 2020 entre les différents IM.

6.3 Autres synergies et complémentarités

Des discussions informelles ont débuté entre IEF et l'APIP avec l'appui de l'IM EU afin d'intégrer les femmes bénéficiaires du projet FEFA (voir rubrique Acronymes) dans nos actions d'appui, la même chose est entamée avec l'incubateur Osez Innover qui dispose d'une grande base de données sur les entrepreneurs y compris des femmes sur des filières/clusters cibles de l'intervention. Ces discussions permettront à l'IEF de disposer d'avance d'une base de données des entrepreneures qui non seulement faciliteront certaines études en perspectives au niveau de ladite intervention mais pourront aussi rentrer dans le processus d'accélération.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

Phase de démarrage. A part les orientations (énergie solaire, foyers améliorés et bonnes pratiques dans la production agricole) déclinées dans le DTF sur cette question environnementale, celle-ci est aussi prise en compte dans le choix des clusters économie circulaire (gestion de déchets) et villes durables.

7.2 Genre

L'intervention est entièrement dédiée aux (entrepreneures) femmes/filles.

7.3 Digitalisation

Le résultat 4 vise l'utilisation et le développement des NTIC comme catalyseur de développement et leviers d'innovation avec les activités:

- A 4.1 Identification et /ou développement des outils numériques en fonction des besoins ;
- A 4.1 Stimuler l'accès des femmes entrepreneures à l'information économique à travers des applications digitales (open data) ;
- A 4.3 Stimuler l'incubation numérique (cf. nouvelles exigences du marché)

7.4 Emploi décents

L'essentiel des actions envisagées pour la mise en œuvre de cette intervention s'inscrit dans la création des emplois décents, dans la mesure où les renforcements de capacité des potentielles bénéficiaires se feront sur les besoins identifiés de commun accord avec celles-ci et ces actions permettront d'améliorer leurs revenus et leurs conditions de travail.

L'une des synergies prévues entre She Decides et entrepreneuriat féminin est de faire de la sensibilisation notre approche d'autonomisation des femmes mais aussi de travail décent en sensibilisant les détenteurs de droit, les décideurs et les employeurs. Une application stricte de l'approche basée sur les droits humains (ABDH).

Il sera lancé un appel à proposition pour couvrir la thématique pour l'ensemble des interventions du Programme Entrepreneuriat.

8 Leçons apprises

Intervention en phase de démarrage.

8.1 Les défis

Le grand défi de l'Intervention Entrepreneuriat Féminin sera d'être réellement complémentaire aux Interventions EA et EU et de développer des appuis aux besoins spécifiques des entrepreneurs femmes.

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Aucune modification n'a été apporté à l'intervention à date

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Le premier comité de pilotage est reprogrammé en février 2020 ce décalage s'explique par la signature tardive de la lettre d'entente entre MCIA et Enabel.

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B; Au moins un 'C, pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B; Au moins un 'C, pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B	C	D
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?					
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			

D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?	
A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?	
A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.			
D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.			
C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.			
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.			

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
4.1 Durabilité financière/économique ?				
A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?				
A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

10.2 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Non
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Q4 2021
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Q3 2023
Missions de backstopping depuis le 01/01/2019	<ul style="list-style-type: none"> Juillet : appui au démarrage de l'Entrepreneuriat Urbain et la recherche de synergie et la co-construction des volets. Décembre 2019 appui au cadrage de l'Entrepreneuriat Féminin et la Théorie de changement des interventions Enabel.

10.3 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

LB				Rubrique	Budget	Actuals 2019	% Exec
A				Objectif spécifique : Stimuler de manière inclusive et durable une meilleure valorisation et une compétitivité accrue des activités économiques des femmes entrepreneuses sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou	2.847.443	1.268	0,04%
A	01			<i>Résultat 1 : L'ensemble des communautés et PP impliqués dans le développement entrepreneurial est sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles</i>	500.000	819	0,16%
A	01	01		Sensibilisation des communautés et autres parties prenantes (contraintes, opportunités)	250.000	819	0,33%
A	01	02		Renforcement des 'soft skills' (leadership, organisation, négociation)	100.000	0	0,00%
A	01	03		Renforcement des capacités des organisations/associations de femmes (organisation, dialogue/négociation, services, mise en relation/réseau)	150.000	0	0,00%
A	02			<i>Résultat 2 : Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorisent l'auto-emploi</i>	703.444	450	0,06%
A	02	01		Alphabétisation fonctionnelle orientée sur l'entrepreneuriat	247.444	3	0,00%
A	02	02		Renforcer l'accès de femmes et filles à l'éducation/formation (technico-économique, professionnelle)	240.000	0	0,00%
A	02	03		Renforcer l'accès des femmes/filles aux services d'appui et accompagnement des jeunes entreprises de femmes	100.000	0	0,00%
A	02	04		Renforcer/adapter l'offre de services de la part des incubateurs d'entreprises, d'autres structures spécialisées, OP de femmes	116.000	447	0,38%
A	03			<i>Résultat 3 : Les femmes ont un accès amélioré aux instruments et services financiers adaptés intégrant de mesures incitatives à l'entrepreneuriat féminin</i>	600.000	0	0,00%
A	03	01		Faciliter accès au crédit pour les femmes	100.000	0	0,00%

LB				Rubrique	Budget	Actuals 2019	% Exec
A	03	02		Développement associations informelles d'épargne/crédit gérées par des femmes	100.000	0	0,00%
A	03	03		lignes spécifiques cf. initiatives féminines au sein des instruments financiers à un taux d'intérêt préférentiel/à subside direct	400.000	0	0,00%
A	04			<i>Résultat 4 : Les femmes entrepreneurs utilisent et développent des applications des NTIC comme catalyseurs de développement et leviers d'innovation et adoptent d'autres approches innovatrices dans leur activité économique</i>	400.000	0	0,00%
A	04	01		Identification et développement des outils numériques disponibles	150.000	0	0,00%
A	04	02		Stimuler l'accès des femmes entrepreneurs à l'information économique à travers des applications digitales (open data)	100.000	0	0,00%
A	04	03		Stimuler l'incubation numérique (cf. nouvelles exigences du marché)	150.000	0	0,00%
A	05			<i>Résultat 5 : L'environnement d'affaires plus propice répond aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneuses et favorise l'égalité de droits et de chances</i>	643.999	0	0,00%
A	05	01		Appuyer des investissements structurants relatifs aux intérêts féminins	543.999	0	0,00%
A	05	02		Mettre les intérêts féminins sur l'agenda politique	50.000	0	0,00%
A	05	03		Appui au renforcement + respect du cadre légal/régulateur	50.000	0	0,00%
X				Réserve budgétaire (max 5% * total activités)	-		
X	01			<i>Réserve budgétaire</i>	-		
X	01	01	01	Réserve budgétaire REGIE	-		
Z				Moyens généraux	652.557	29.861	4,58%
Z	01			<i>Ressources humaines</i>	350.060	11.684	3,34%
Z	01	01		Contrats Enabel HQ	-	0	
Z	01	02		Contrats Enabel local	350.060	11.684	3,34%
Z	01	03		Intérimaires	-	0	
Z	01	04		Other staff	-	0	
Z	02			<i>Investissements</i>	9.300	3.413	36,70%
Z	02	01		Vehicules	-	0	
Z	02	02		Aménagement des bureaux	-	0	
Z	02	03		Fournitures, installations, machines, équipements	4.350	0	0,00%
Z	02	04		IT equipment	4.950	3.413	68,95%
Z	02	05		Plus ou moins value sur cession	-	0	
Z	03			<i>Opérationnel - Frais de fonctionnement</i>	164.030	6.929	4,22%
Z	03	01		Location	49.900	3.777	7,57%
Z	03	02		Utilities and maintenance	16.800	108	0,64%
Z	03	03		Frais des véhicules	48.500	545	1,12%
Z	03	04		Telecom and expedition	20.700	430	2,08%
Z	03	05		Missions	18.000	697	3,87%
Z	03	06		Office supplies	5.400	333	6,16%
Z	03	07		Training	-	0	
Z	03	08		Consultancy and outsourcing	-	0	
Z	03	09		Marketing and representation costs	-	0	
Z	03	10		Other operational expenses	2.480	986	39,78%
Z	03	11		Financial charges	2.250	54	2,42%
Z	04			<i>Audit, M&E and support</i>	129.168	7.835	6,07%
Z	04	01		Audit	28.333	266	0,94%
Z	04	02		Monitoring	47.500	6.838	14,40%
Z	04	03		Evaluation	33.334	0	0,00%
Z	04	04		Backstopping	20.000	731	3,66%
Z	05			<i>Others</i>	-		
TOTAL					3.500.000	31.129	0,89%

10.4 Ressources en termes de communication

Un chargé de communication transversal a été recruté et a pris fonction en janvier 2020.